

Le Rappel

du Morbihan

JOURNAL DE GAUCHE ■ BI-MENSUEL D'INFORMATIONS ET DE DÉBATS ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE

EDITORIAL



Par
Loïc Le Meur
Secrétaire fédéral au projet
politique départemental

Le Réveil ?

Depuis plusieurs mois, les difficultés sociales s'amoncellent. Par son attitude, le gouvernement ne souhaite pas comprendre le malaise social grandissant que les manifestations du 5 février ont pourtant révélé partout en France.

Aujourd'hui, la volonté politique du Ministre des Finances est clairement affichée et sans détour ; une atteinte généralisée du service public est engagée par la droite.

Est-ce une surprise ? Bien sûr que non et surtout pas pour nous, militants socialistes, qui le dénonçons depuis fort longtemps. Au-delà de la situation présente, ce mouvement de casse du service public répond de fait, à une stratégie profonde de la droite dans ce pays.

Dans une économie de consommation de masse dont les sources de croissance se tarissent au profit d'une économie de remplacement des biens de consommation courants, il faut, selon les adages de l'économie libérale, offrir au marché de nouveaux champs économiques afin qu'il poursuive son développement.

Et ce n'est pas seulement parce que le service public, mais aussi les activités du secteur associatif, coûteraient chers selon eux mais aussi parce que, depuis longtemps déjà, le secteur privé lorgne sur les activités publiques. Elles répondent à une demande grandissante du corps social ; les groupes privés les convoitent et ce gouvernement leur apporte l'appui nécessaire.

Ainsi, d'un côté, il faut réduire les fonctions de l'Etat-gendarmerie qui permettent pourtant à l'Etat de droit de fonctionner correctement, qui évite que les plus puissants n'entravent les libertés publiques ; nous constatons régulièrement les réductions des moyens des administrations telles que les douanes, la concurrence, la consommation et la répression des fraudes, les services fiscaux, l'équipement, etc...

De l'autre côté, la liberté d'entreprendre du secteur public, qui travaille dans l'intérêt général afin de répondre aux nécessités collectives, est réduite par la diminution de ses moyens budgétaires. Les collectivités locales, comme les administrations d'Etat, doivent progressivement baisser la tête. L'Education, par exemple, veut être réorientée vers une rentabilité de l'immédiateté opérationnelle des élèves. La Bretagne, aux résultats scolaires remarquables, se voit ainsi devoir rendre 500 postes d'enseignants des collèges à la rentrée 2005. Le secteur associatif est lui-même atteint par les mêmes objectifs ; l'éducation populaire doit faire face à une réduction drastique de l'appui financier de l'Etat.

Et nous voyons parallèlement se développer, en permanence, de nouveaux services privés tels que crèches, instituts de formation privés, services sociaux privés, sécurité privée, sociétés privées de contrôle de l'action publique...

Oui, il est grand temps que le peuple de gauche se mobilise, que l'ensemble des Françaises et des Français, inquiets face à la déstructuration des repères sociaux, montrent collectivement qu'un autre chemin est nécessaire.

Projet 2007-2008 Débats et propositions

La phase de réflexion et de proposition est déjà engagée dans la perspective des échéances électorales nationales - présidentielles et législatives - de 2007. Si le calendrier électoral n'est pas encore officiel pour les autres scrutins (municipales, cantonales et sénatoriales), l'année 2008 pourrait être décisive au plan local. Le Rappel vous présente le dispositif d'élaboration du projet dans la Fédération du Morbihan, qui lie étroitement les enjeux locaux et nationaux. Concernant les futurs adhérents du projet, la campagne est également lancée... (voir page 2)

Le Secrétariat national du Parti socialiste a mis en place la Commission nationale du Projet, pilotée par Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn et Jack Lang. Cette commission se divise en 11 groupes de travail autour d'enjeux majeurs, du développement durable à la question du travail, en passant par les solidarités, les libertés, la société éducative et les services publics.

Au niveau départemental, les réunions du Secrétariat et du Conseil fédéral ont permis de valider le cadre d'action pour le Morbihan, dont voici les grandes lignes.

Lier les enjeux locaux et nationaux

Une double entrée est proposée pour engager la réflexion sur le projet, à la fois en saisissant les enjeux généraux et les enjeux locaux. Les enjeux généraux s'inscriront dans le triptyque du développement durable :

- **Modèle économique** : économie plurielle (de marché, des besoins, sociale/solidaire).
- **Modèle social** : politique de l'emploi, santé, habitat, éducation et recherche, culture.
- **Modèle environnemental** : eau, déchets, énergie.

La réflexion portera également sur les moyens d'application et d'évaluation des politiques publiques :

- **Réforme de l'Etat**, rôle et organisation des espaces territoriaux (clarification des compétences)
- **Fiscalité et redistribution** à l'échelle des territoires (priorités budgétaires)
- **Evaluation** des politiques publiques (méthodes...)



projet **socialiste**

La méthode

Le Conseil fédéral se réunira sous la forme de Commission départementale du Projet. Quant au **Secrétariat fédéral**, il animera quatre groupes de travail (voir ci-dessous) chargés d'établir diagnostics de territoires, orientations et propositions, nourrissant les débats dans les sections. En cohérence avec ce dispositif, **les Sections** assureront la rédaction de contributions pour le projet 2007 et pour leurs projets municipaux 2008. Elles travailleront ainsi à la préparation des scrutins locaux.

A tous les niveaux, une large place sera réservée aux auditions d'acteurs organisés (syndicats, associations...), de personnalités qualifiées.

Les Adhérents qui le souhaitent pourront également proposer des contributions écrites personnelles qui seront intégrées à la contribution départementale (exemple sur la réforme locale de la Justice)

Le calendrier

La période de Mars à Décembre 2005 permettra d'élaborer les diagnostics de territoires et les orientations. La synthèse départementale sera finalisée et présentée en février 2006.

Les rendez-vous du Projet dans la Fédération

- **1er Mai** : Fête de la Rose à Inzinzac-Lochrist
- **Juin** : Conférence militante annuelle
- **Samedi 3 septembre** : Centenaire du parti à la Fête du Bois du Château à Lorient
- **Samedi 10 septembre** : Université à Berder sur le thème "Diversité culturelle et territoires"
- **Samedi 3 décembre** : Colloque sur la Laïcité
- **Février 2006** : synthèse départementale

Projet 2007-2008 : Les groupes de travail

- **Modèle économique**
Richard Soubeiroux - Secrétaire fédéral à l'Economie, aux entreprises et à l'Economie sociale et solidaire
- **Modèle social**
Marylou Chappé - Secrétaire fédérale à l'Emploi, Formation, Solidarité et Santé
- **Modèle environnemental**
Monique Danion - Secrétaire fédérale au Développement durable et à l'Environnement
- **Moyens d'application et d'évaluation des politiques publiques**
Nicolas Le Quintrec - Secrétaire fédéral aux relations avec les syndicats et les associations

Loi Fillon : une dangereuse supercherie

Les socialistes doivent se mobiliser contre la loi Fillon sur l'école. Ce projet de loi est une véritable supercherie. En effet, si François Fillon affiche des objectifs ambitieux, qui sont d'ailleurs la copie de la loi de 1989, initiée par Lionel Jospin, le projet lui-même contredit ces objectifs. Par ailleurs, la saignée des moyens infligée depuis trois ans interdit toute véritable évolution du système éducatif. (...)

Mais, au-delà de la supercherie, le ministre de l'Éducation et le gouvernement veulent mettre en place une école qui tourne le dos aux exigences permettant à notre pays d'approfondir sa démocratie (...)

Le texte s'inscrit totalement dans le projet de société de la droite qui renforce l'égoïsme, la compétition individuelle et la stigmatisation des plus faibles. Après avoir culpabilisé les chômeurs, les assurés sociaux, le gouvernement, avec ce texte sur l'école, montre sa défiance envers la jeunesse.

Soyons au cœur du débat contre ce projet dangereux pour la démocratie. Combattons-le à partir de nos valeurs, en mobilisant autour de nous tous ceux qui sont attachés à l'école de la République.

Yves Durand (20/01/05)
Secrétaire national à l'éducation

Directive "Bolkestein"

(...) La directive dite Bolkestein aligne la concurrence sur le moins disant fiscal et social. En introduisant le « principe du pays d'origine » dans la législation communautaire, elle interdit à terme l'harmonisation des droits nationaux. Par exemple, si un prestataire de services lituanien décide de s'implanter sur notre territoire, les règles sociales et les normes de protection des consommateurs qui s'appliqueront à lui seront désormais celles de la Lituanie et non celles de la France. En cas de litige, ce sera aux tribunaux lituaniens de trancher ! Cette concurrence sauvage n'est pas seulement une prime à l'Etat le moins protecteur ; c'est un encouragement massif aux délocalisations.

La directive préfigure la marchandisation des services publics. Son champ d'application ne se limite pas aux services marchands, mais à l'ensemble des services. Alors que l'Union européenne a vocation à protéger l'intérêt général, cela revient à soumettre à la libéralisation sauvage les services publics et sociaux tels que le l'aide sociale et médico-sociale, le logement, la culture.

Attachés à une Europe sociale, nous demandons à la Commission Barroso le retrait de cette directive (...).

Extrait de la motion des élus socialistes pour les conseils municipaux, généraux et régionaux du 31/01/05

Projet éducatif Retour sur les Assises régionales à Rennes

Les Assises régionales de l'Éducation étaient organisées le Samedi 5 février dernier à Rennes : une journée qui a permis de faire le point, en présence de François Hollande, sur le projet éducatif proposé par les socialistes bretons... Une journée également marquée par la mobilisation nationale contre la remise en cause des 35 heures.



François Hollande, lors de la manifestation contre la réforme des 35 heures, qui a réuni plus de 10 000 personnes à Rennes, entouré des premiers secrétaires fédéraux du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine : Gwendal Rouillard et Frédéric Bourcier.

Réunissant les secrétaires fédéraux à l'Éducation et les militants socialistes bretons, ces Assises régionales de l'Éducation ont permis de prolonger la réflexion, dans la perspective d'une contribution régionale au projet de société éducative en discussion au sein du Parti socialiste français. Cette réflexion posait pour postulat la nécessité de réinterroger la part des responsabilités au sein du système éducatif entendu au sens large (pas seulement l'École) et de l'actualiser. Il visait également à définir des territoires éducatifs pertinents, tout en précisant les objectifs et les moyens selon une grille d'analyse liée aux temps sociaux. Une approche visant à mettre sur pied un véritable Projet Éducatif Global.

Trois ateliers axés sur l'Éducation tout au long de la vie

Dans cette optique, trois ateliers de propositions étaient soumis aux participants, avec pour toile de fond l'ambition de l'éducation tout au long de la vie. Ces trois ateliers s'intéressaient, dans cette perspective, au rôle des familles, au rôle du système éducatif et à la place du temps libre.

Il en ressort que la mission éducative des familles exige une politique d'aide à la parentalité et le développement de lieux d'information et d'échange entre les familles, alternative à la logique de culpabilisation développée par la droite (cf. notamment le rapport Bénisti).

Sur le rôle du système éducatif, de nombreuses propositions voient le jour : par exemple la redéfinition de la politique de la petite enfance, et notamment l'accueil dès 2 ans, le passage du collège unique au collège pour tous ou encore la mise en oeuvre d'une plus grande transversalité dans les apprentissages et les méthodes pédagogiques.

Enfin, intégrer la place du temps libre dans la politique

éducative implique de privilégier une approche globale de l'éducation qui passe à la fois par l'aménagement des territoires et aussi une meilleure écoute des attentes des plus jeunes.

François Hollande, invité des Assises régionales de l'Éducation

Le Premier secrétaire national du PS était sur tous les fronts lors de cette journée. Dès son arrivée à Rennes, il a rejoint le cortège des manifestants contre la remise en cause des 35 heures, avant de gagner le site des Assises de l'éducation. Geneviève Noblet - Secrétaire fédérale à l'Éducation du Morbihan lui a, à cette occasion, remis personnellement la synthèse de la contribution morbihannaise au nom des sections et des militants de la Fédération. Il a enfin clôturé cette journée en appelant les socialistes bretons à poursuivre leur réflexion dans les cadre du projet 2007.



Jean-Yves Le Drian était également présent lors de ces Assises régionales de l'éducation, entouré de François Hollande et Frédéric Bourcier.

Adhérents du Projet Prenez parti !

A l'occasion de l'élaboration du projet socialiste, un nouveau statut est né : l'adhérent du projet. Cette nouvelle formule propose aux personnes extérieures au parti de rejoindre les militants pour participer à la réflexion jusqu'en 2006. Explication.

Quel militant ne connaît pas, dans son entourage, des personnes qui n'ont jamais sauté le pas de l'adhésion au Parti socialiste, mais qui se sentent proches de ses idées, de ses propositions ? C'est le moment de leur proposer de rejoindre le Parti socialiste, le temps d'une année, afin d'échanger et de formuler des propositions sur le projet de société auquel ils aspirent.

Moyennant une cotisation de 10 euros, ce statut permet l'accès de ces adhérents aux informations et aux réunions du parti dans le cadre du projet... Au sein de la Fédération du Morbihan, il est prévu que ces nouveaux adhérents soient ratta-

chés à la section la plus proche de leur lieu d'habitation, afin qu'ils puissent être invités aux réunions des sections portant exclusivement sur le projet... et pourquoi pas leur donner l'envie de rejoindre définitivement la section à l'issue de cette phase de "découverte" du fonctionnement du parti.

On peut en effet penser que le militantisme politique "effraie" certains, par manque de connaissance sur le fonctionnement interne d'une organisation politique ou en raison d'un a priori négatif qui colle trop souvent à la peau des partis... Une belle occasion de prouver qu'il n'y a pas de démocratie vivante sans

partis politiques organisés !

Les tracts et affiches de la campagne d'adhésion du projet sont disponibles sur demande à la Fédération ou auprès de votre secrétaire de section... Mobilisons-nous et suscitons l'adhésion !

Services publics dans le Morbihan Jean-Yves Le Drian interpelle l'Etat

Comme député du Morbihan, Jean-Yves Le Drian interpelle l'Etat sur la réorganisation des services publics et leurs conséquences inquiétantes. Il saisit notamment Madame Le Préfet et adresse une question écrite au ministre du Budget sur ce sujet. Voici les textes de ses interventions.



Lettre à Madame Le Préfet

Je tiens à attirer votre attention sur les menaces qui pèsent sur le service public dans le Morbihan. Les citoyens, élus locaux et personnels concernés, expriment depuis plusieurs

mois de fortes inquiétudes.

Ils s'inquiètent, notamment en zone rurale, de la restructuration du réseau postal (réduction du nombre de bureaux). Au moment où leurs territoires retrouvent un dynamisme démographique, ils refusent un tel démantèlement.

D'autre part, ils s'inquiètent de la disparition progressive des services de l'Etat, en particulier du Trésor. Par exemple, plusieurs maires du nord-ouest du département n'acceptent pas la fermeture de la perception du Faouët. Elle est considérée, en effet, comme la plus "performante" du secteur.

A Lorient, nous venons d'apprendre la restructuration du service des douaniers gardes côtes. La suppression

d'une vedette de 28 mètres est programmée et des emplois sont menacés, en l'occurrence une vingtaine.¹

Ces mesures font suite à la récente remise en cause, tout aussi infondée et incompréhensible, de la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Sur tous ces dossiers, le mécontentement s'explique également par l'absence de dialogue et de concertation. Pour beaucoup, la "démocratie de proximité" demeure encore lointaine.

Au regard de cette situation, je vous remercie de me faire part des mesures que vous comptez prendre pour garantir aux Morbihannais un service public de qualité et un aménagement du territoire équilibré.

Question écrite au Gouvernement

Monsieur Jean-Yves Le Drian attire l'attention de Monsieur le Ministre du Budget sur la réorganisation des services du Trésor public et sur les fortes inquiétudes qu'elle suscite, notamment chez les citoyens, élus locaux et personnels du Morbihan.

Cette réorganisation, envisagée sans réelle concertation avec les acteurs concernés, constitue une nouvelle menace pour le service public.

De nombreux maires du département, dont certains issus du secteur de Gourin, Le Faouët et Guéméné-sur-Scorff, n'acceptent pas les mesures envisagées.

A titre d'exemple, ils refusent la fermeture de la perception du Faouët, considérée aujourd'hui comme la plus "performante" de cette zone.

Cette réorganisation fait suite à la récente remise en cause, infondée, de la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à Lorient.

Jean-Yves Le Drian lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour maintenir, voire conforter, un service public de qualité pour les Morbihannais.

¹ Sur ce dossier de la restructuration du service des douaniers gardes côtes, Jean-Yves le Drian a également adressé une question écrite au ministre du Budget pour dénoncer les "conséquences inacceptables de cette décision, notamment la suppression d'une vedette de 28 mètres appartenant à l'unité de Lorient", constituant ainsi "une menace pour une vingtaine d'agents douaniers qui seront dans l'impossibilité de mener à bien leurs missions de sécurité : la lutte contre la pollution maritime et les grands trafics, la police des pêches, le sauvetage en mer, etc (...)"

Pour retrouver les interventions de Jean-Yves Le Drian

Vous pouvez consulter la rubrique "Qui est qui ?" sur le site Internet de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante :

www.assemblee-nat.fr/qui/.

Point de vue sur la santé

Dans la série "les plaintes sociales du moment", chers citoyens, je vous en soumetts une plus particulièrement que j'intitulerais "la médecine dans tous ses états".

Cette dernière, bien malade, en état stationnaire, mais cela on le savait déjà, s'enorgueillit d'une nouvelle péripétie, et par la même occasion accède, à mon avis, à l'état critique. Commençons par l'accès de fièvre de certains généralistes au sujet du formulaire concernant le médecin traitant, certains hostiles car l'énorme travail administratif pour le remplir ne fait pas partie de leurs prérogatives (je leur signale qu'il existe le métier de secrétaire médicale et qu'ils peuvent toujours embaucher...) et d'autres syndicats plutôt favorables. Entre parenthèses, une visite chez le médecin plus une autre chez le spécialiste si besoin, cela fait deux consultations à régler par les patients et deux à rembourser par notre chère sécu. On voit bien là l'économie substantielle pour notre caisse nationale. Enfin si le généraliste peut éviter une deuxième consultation, on le remercie par avance...

Une médecine désorganisée avec un Etat ne pourvoyant pas le manque de lits dans nos hôpitaux, des effectifs d'infirmières en peau de chagrin, des médecins nouvellement agréés qui choisissent la clientèle urbaine plutôt que les fins fonds du rural.

Dans l'allégresse générale, voilà que nos spécialistes demandent une revalorisation du montant de leurs actes (qui leur sera accordée tôt ou tard) ; les gardes des médecins et des pharmaciens pour les nuits ou les week-ends de moins en moins prisées, bref une litanie de revendications.

Et je ne vous parle pas de certains dentistes qui ont une dent apparemment contre les CMUistes.

Après la fuite des cerveaux, la fuite des responsabilités.

Et pendant ce temps là, les cotisations diverses et celles des mutuelles (que tout le monde ne peut se payer) augmentent allègrement, dues bien sûr à ces fameuses dépenses de santé et au bidouillage des remboursements pour certains médicaments.

Le patient, salarié ou chômeur, assiste à cette comédie, mais lui sur l'écran de sa vie, l'un demande aussi une revalorisation de sa rémunération et l'autre du travail ou du moins de quoi vivre dignement, et ceux là ne voient toujours rien venir.

Aux dernières nouvelles, le vaccin pour retrouver un peu de raison, n'est toujours pas d'actualité, faute de crédit moral sans doute...

Jean-Jacques Névé
Section de Lanester

MJS Mouvement des Jeunes Socialistes du Morbihan

Regard... sur la jeunesse !!!

Le mandat fédéral du MJS 56 est orienté par notre réflexion sur les conditions de vie des jeunes. Par rapport à cet objectif, nous rencontrons des intervenants qui formulent des propositions, afin d'enrichir nos connaissances. Ainsi le 7 février dernier à Vannes, lors d'une réunion publique, un rapporteur a présenté une étude du Conseil économique et social de Bretagne, menée en 2003 et intitulée "les jeunes de 16 à 25 ans : une chance pour la Bretagne". En voici quelques conclusions qui permettent de situer les conditions de vie des jeunes Bretons.

Les jeunes Bretons sont "majoritairement heureux" et portent un fort intérêt à leur famille, leurs amis et leurs études et le travail demeure pour eux une valeur centrale. S'ils n'adhèrent plus massivement dans un parti, ils s'engagent, d'une façon plus brève, dans des associations humanitaires ou culturelles pour des actions qui leur paraissent plus concrètes.

Néanmoins, les jeunes sont confrontés à de nombreuses difficultés : mobilité réduite en milieu rural en raison de la rareté des

transports en commun, discriminations à l'embauche. Leur précarité est également grandissante, tant dans les salaires que dans les conditions de travail, ce qui explique, en partie, la difficulté à trouver un logement. Le taux de suicide est croissant, les conduites addictives explosent et les actes de délinquance commis sont violents.

Pour prévenir les comportements à risque et endiguer les insuffisances pour le bon épanouissement des jeunes, le Conseil Economique et Social a formulé plusieurs requêtes

aux instances compétentes. (Rapport disponible sur le site Internet du Conseil régional : www.region-bretagne.fr/CRB/Public/cesr/actualite)

Les jeunes socialistes morbihannais sont aussi en action pour une réflexion sur l'éducation pour tous et formuleront des propositions pour un véritable projet de vie pour les jeunes.

Julie Changeur
Secrétaire fédérale
aux droits humains et au social

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 5 mars

Vannes - Clôture de la première session de la Formation permanente des adhérents

Actualité

Modeste et Fillon

Toujours à l'écoute de la France d'en bas et se voulant un exemple pour le petit peuple qui rame chaque mois pour boucler son budget, quand ce n'est pas pour payer son loyer qui commence à atteindre des sommets stratosphériques, nos mirliflores du gouvernement n'en ratent pas une. Le dernier à se voir épinglé par la presse pour cause de trop grande rigueur quant à l'usage des fonds de l'Etat est notre nouveau et semillant Ministre de l'Economie Hervé Gaymard qui occupe un modeste duplex de fonction de 600 m² à 14 000 euros par mois. Pour ne pas être en reste et pour participer activement à la création d'emplois, le couple Gaymard utilise un maître d'hôtel, un cuisinier, une gouvernante et deux femmes de ménage généreusement mis à disposition par Bercy. Il nous coûte encore plus cher que Nicolas Sarkozy, ce qui n'est pas peu dire. Ce doit être une illustration de la "positive attitude" selon Raffarin.

Un autre adepte de la "langue de bois attitude" est notre vaillant Ministre de l'Industrie Patrick Devedjian, qui souhaite l'ouverture des magasins le dimanche pour permettre aux consommateurs de dépenser plus. Des mauvaises langues lui ont fait remarquer que pour dépenser plus, les salariés souhaiteraient peut être gagner plus. C'est sans doute trop compliqué à comprendre pour des gens qui ne connaissent pas les fins de mois difficiles.

Le guano d'honneur de la semaine du Cormoran revient naturellement à François Fillon, qui est le premier Ministre de l'Education à manger deux fois son chapeau à propos d'une loi sur l'Education qui a déjà dû reculer, il y a quelques années, sous la pression des étudiants. La réforme du bac étant renvoyée aux oubliettes, reste à faire reculer maintenant Fillon sur tous les autres articles de sa loi, que tout le monde, élèves, parents, enseignants, trouvent inappropriés et dangereux pour l'avenir du service public d'Education Nationale. Contrairement à ce qu'affirment plusieurs parlementaires de l'UMP, c'est parce que les lycéens sont bien informés sur le contenu de la loi qu'ils réagissent aussi vivement.

Le combat continue donc.

Le Cormoran

FÉDÉRATION

Geneviève... Adieu

Tous les militants qui ont un peu d'ancienneté au Parti socialiste n'oublieront pas le vrombissement typique de la 3cv quand Geneviève Roulier déboulait dans une réunion aux quatre coins du Morbihan et de la Bretagne. Toujours partante, toujours présente, militer était sa vie. Et elle savait bien, plus que tout autre, que cette vie est une aventure collective.

En 1999, nous avons voulu fêter ses 80 ans en rassemblant 250 personnes pour "la fête à Geneviève". Il y avait là des militants de partout, la fédé, Jean-Yves Le Drian, Marie Jacq, députée du Finistère... ses activités étaient si diverses, si importantes, que tous les participants étaient redevables de son militantisme.

Durant les entretiens qu'elle m'avait accordés afin que je puisse préparer mon "compliment", j'ai découvert de nombreux événements de son existence qui m'étaient inconnus. Geneviève était de ces filles exceptionnelles qui décrochèrent leur baccalauréat dans les années 30. Elle s'est tout de suite orientée vers les carrières sociales qu'elle n'a jamais quittées jusqu'à sa retraite en 1978. Elle fut particulièrement appréciée à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Morbihan où elle assura, durant 14 ans, la responsabilité d'animation des services sociaux.

Très tôt attirée par la vie associative, elle s'y engagea avec force tant à Vie Nouvelle qu'à la Ligue des Droits de l'Homme, car il n'y a pas vraiment d'homme sans humanisme. Son engagement social lui a fait présider pendant 16 ans la Ligue départementale contre le Cancer, puis ce fut le Comité Départemental des Retraités et Personnes Agées, dont elle était vice-Présidente.



Ces activités n'empêchèrent pas un engagement syndical continu à la CFTC puis à la CFDT où, après une forte implication aux Prud'Hommes, elle a assumé la présidence du Conseil syndical des retraités.

Adhérente au Parti socialiste depuis 1971, Geneviève a participé longtemps aux travaux de la CEF (actuel Conseil fédéral) et du Secrétariat fédéral. Elle avait un tempérament de missionnaire et s'est sacrifiée en se présentant à des élections impossibles, dans des

coins indéfendables. Elle a servi ses convictions à toutes les élections : municipales, cantonales, législatives, sénatoriales, européennes... Nous ne lui avons jamais fait de cadeau et pour chacune de ses candidatures, elle connaissait l'issue, mais ne se décourageait jamais, sachant que la parole semée n'est jamais perdue si elle est sincère. Elle s'est beaucoup réjouie des victoires de la Gauche, dans les cantons de l'Est du Morbihan où elle s'est si souvent dévouée.

Bien qu'étant très discrète et modeste sur cette période, Geneviève n'avait pas hésité à braver l'occupant nazi en ravitaillant des parachutistes cachés dans les bois de Callac (22), allant même jusqu'à héberger un jeune réfractaire. Elle trouvait ça "excitant" disait-elle. Excitant peut-être, dangereux certainement !

A la veille de ses 87 ans, Geneviève a quitté son monde d'action, de révoltes et de dévouement. Son amitié va nous manquer comme ses courroux lors de débats houleux. Pour nous tous, ses amis, ses camarades qui formions son monde, elle reste une "grande dame" de la vie militante.

Puisque tu étais croyante, merci et à Dieu Geneviève.

Philippe Meyer

Canton de Lanester Thérèse Thiery élue Conseillère générale



Le Dimanche 6 février dernier, le deuxième tour de la cantonale partielle sur la ville-canton de Lanester a donné lieu, sans surprise, à une large victoire de Thérèse Thiery, avec 72,3 % des voix. Ayant accédé en janvier à la fonction de Maire, suite au décès de

Jean-Claude Perron, Thérèse Thiery occupera désormais le siège de son prédécesseur au sein du groupe de gauche au Conseil général du Morbihan.

Soutien du Parti socialiste

Si elle se présentait sous l'étiquette divers gauche, Thérèse Thiery avait reçu, dès le premier tour, le soutien de la section socialiste de Lanester

et de son secrétaire Alain L'Hénoret. Il s'est félicité de ce résultat : "il est notamment dû au soutien sans ambiguïté que nous lui avons apporté. (...) Aujourd'hui un cap est passé. Nous montons en nombre de voix. Nous allons pouvoir travailler aux prochaines échéances électorales avec Thérèse Thiery".

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 74716 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php